

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
JMG/AG

ARRETE
n° 980614 du - 2 MARS 1998 portant
autorisation d'exploiter au titre des
Installations Classées



LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la demande présentée le 14 août 1997 par la Société DECATHLON dont le siège social est à 59665 VILLENEUVE D'ASCQ Cédex, 4 boulevard de Mons, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt d'articles de sport sur le territoire de la commune de WITTENHEIM, Zone Artisanale du Carreau Anna ;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 15 septembre 1997 au 15 octobre 1997 ;
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative ;
- VU le rapport du 8 décembre 1997 de la direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du janvier 1998 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 980296 du 6 février 1998 portant sursis à statuer pour une durée de trois mois à compter du 10 février 1998 ;

CONSIDERANT que ces nouvelles installations constituent des activités soumises à autorisation visées aux rubriques n° 1510-1, n° 2662-1-a, n° 2662-2-a et des activités soumises à déclaration visées aux rubriques n° 1311-3, n° 2910-A-2 et n°2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

ARRETE

I - GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1^{ER} - CHAMP D'APPLICATION

La Société DECATHLON SA dont le siège social est 4 boulevard de Mons - 59665 VILLENEUVE D'ASCQ, est autorisée à exploiter un entrepôt d'articles de sport, sur le territoire de la Commune de WITTENHEIM, Zone artisanale du Carreau ANNA.

L'exploitant respectera les dispositions visées aux articles 2 et suivants.

La présente autorisation vise les Installations Classées répertoriées dans le tableau suivant :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE L'ACTIVITÉ	RÉGIME	QUANTITÉ
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ .	A	250 000 m ³
2662	Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (stockage de) : 1. Polyoléfinés (polyéthylène, polypropylène et copolymères associés), polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchoucs et élastomères (à l'exclusion des caoutchoucs et élastomères halogénés ou azotés) a) Le volume étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	A	5 200 m ³

2662	Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétique (stockage de) 2. Autres plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères, etc. : Le volume étant : a) Supérieur ou égal à 200 m ³ .	A	4 400 m ³
1311	Poudres, explosifs et autres produits explosifs (stockage de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure à 250 000, mais inférieure à 1 000 000 cartouches	D	< 1 000 000 cartouches
2910	Combustion, A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2) si la puissance thermique de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	D	2 MW
2925	Accumulateurs (Ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	D	350 kW

ARTICLE 2 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

ARTICLE 3 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 4 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 5 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

ARTICLE 6 - ABANDON DE L'EXPLOITATION

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34.1 du décret du 21 septembre 1977).

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations visées au chapitre I - paragraphe 1 ci-dessus, seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes.

A - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 7 - AIR

7.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra en aucun cas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Tout brûlage à l'air libre sera interdit sauf lors d'exercices incendie sur feu réel.

L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les installations, les engins et les voies de circulation feront l'objet d'entretiens fréquents pour éviter l'accumulation de produits sur les structures et l'envol de poussières.

7.2 - INSTALLATION DE COMBUSTION (CHAUFFERIE)

7.2.1 - CAPTAGE ET ÉPURATION DES REJETS À L'ATMOSPHÈRE

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs seront munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, seront munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

7.2.2. - VALEURS LIMITES ET CONDITIONS DE REJET

a - Combustible utilisé

Le combustible à employer correspondra à celui figurant dans le dossier de demande d'autorisation (gaz naturel) et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion.

Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

b - Caractéristiques de la cheminée

Toutes les dispositions seront prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par une cheminée qui débouchera à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants. Les caractéristiques de la cheminée seront les suivantes :

- hauteur de la cheminée : 15 mètres à compter du sol, soit 3,5 mètres de hauteur de débouché,
- débouché de la cheminée ayant une direction verticale et ne comportant pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...).

c - Vitesse d'éjection des gaz de combustion

La vitesse d'éjection des gaz sera de 13 m/s.

d - Valeurs limites de rejet

Le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101 300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 3% en volume.

TYPE DE COMBUSTIBLE	OXYDES DE SOUFRE EN EQUIVALENT SO ₂	OXYDE D'AZOTE EN EQUIVALENT NO ₂	POUSSIÈRES
Gaz naturel	35	150	5

ARTICLE 8 - DÉCHETS

8.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

L'exploitant établira des consignes pour organiser la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifié) et ses textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

8.2 - CARACTÉRISATION DES DÉCHETS - QUANTITÉS PRODUITES

L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals tels que papiers, bois, cartons, textile, plastique, caoutchouc, etc., et non souillés,
- les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement.

Quantités produites

NATURE DU DÉCHET	ORDURES MÉNAGÈRES	EMBALLAGES PLASTIQUES	EMBALLAGES CARTONS	PAPIERS	PALETTES BOIS	DÉCHETS DE VIDANGE	BATTERIES
Quantité produite	100 kg/j	5 t/mois	30 t/mois	5 t/mois	170 palettes/mois	à déterminer en exploitation	5 unités/an

8.3 - STOCKAGE INTERNE

Le stockage temporaire des déchets dans l'établissement sera effectué dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation peuvent garantir la prévention des pollutions (prévention des envois, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc...) et des risques.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toutes les dispositions seront prises pour assurer l'évacuation régulière des déchets produits.

La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

8.4 - ELIMINATION - VALORISATION

8.4.1 Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé que techniquement et économiquement possible. La valorisation de déchets tels que le bois, papier, carton, verre devra être prioritairement retenue.

8.4.2 Toute incinération de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite dans l'enceinte de l'établissement.

8.4.3 L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

L'exploitant justifiera à compter du 1er juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

8.4.4 Chaque lot de déchets spéciaux (contenant des hydrocarbures, produits de vidange, solvants ou autres substances toxiques...) sera identifié puis expédié vers l'éliminateur, accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

8.4.5 Les huiles usagées devront être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

8.4.6 Les déchets d'emballage seront éliminés conformément aux dispositions du décret du 13 juillet 1994 : les seuls modes d'élimination autorisés sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

ARTICLE 9 - EAU

9.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel ne sera effectué.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable, sera muni d'un dispositif disconnecteur.

L'usage du réseau d'eau incendie et de la réserve d'eau associée sera strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Toutes dispositions seront prises pour limiter la consommation d'eau.

9.2 - RÉSEAU DE COLLECTE

Le réseau de collecte des effluents liquides sera de type séparatif permettant d'isoler :

- les eaux usées sanitaires,
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales polluées ou les eaux d'extinction d'un incendie.

Les ouvrages de rejet seront en nombre aussi limité que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit et pour réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

9.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

9.3.1 Égouts et canalisations

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, de cuvette, etc., ou en cas d'incendie, déversement direct de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. En particulier, les dispositions suivantes seront appliquées.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être seront étanches. Leur tracé devra permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas, ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister à toutes les agressions qu'elles soient mécaniques, physiques ou chimiques.

9.3.2 Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol (liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel) sera associée à une capacité de rétention étanche dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50% de la capacité globale des récipients associés.

Dispositions relatives à l'installation de combustion (Chaudière)

Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite). L'étanchéité des réservoirs devra être contrôlable.

Les réservoirs fixes aériens ou enterrés seront munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés seront munis de limiteurs de remplissage.

Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion seront munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles seront associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité sera strictement limitée au besoin de l'exploitation.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention sera égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention sera étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en sera de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui devra être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne devront pas être associés à la même cuvette de rétention.

Lorsqu'elle est associée à un stockage de liquides inflammables, la capacité de rétention devra présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

9.3.3 Rétention des aires et locaux de travail de l'installation de combustion (chaufferie)

Le sol des aires, y compris celles visées à l'article 18.3.2 et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sera étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les séparera de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis seront de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux articles 8 et 12.

9.3.4 Local de charge d'accumulateurs

Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation.

Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

Les eaux recueillies et susceptibles d'être polluées seront traitées conformément aux articles 8 et 12.

9.3.5 Eaux pluviales

Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées, seront collectées par un réseau spécifique.

Elles subiront un traitement approprié (séparateur/décanteur d'hydrocarbures maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales) et ne pourront être rejetées qu'après contrôle de leur qualité.

Elles devront respecter les valeurs limites de concentration suivantes :

- MEST : 30 mg/l (selon norme NFT 90-105),
- Hydrocarbures
totaux : 5 mg/l (selon norme NFT 90-114).

9.3.6 Bassin de confinement des eaux incendie

Les installations seront reliées à un bassin de confinement permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie.

Ce bassin aura un volume minimum de 2 000 m³.

Il pourra également recueillir les eaux pluviales collectées dans les zones sensibles (Voies de circulation, ...).

9.4 - CONDITIONS DE REJET DES EFFLUENTS PRODUITS

9.4.1 Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

9.4.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées seront rejetées sans traitement vers le milieu naturel.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront traitées dans les conditions visées à l'article 9.3.5 avant de pouvoir être rejetées au milieu naturel.

9.4.3 Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique.

9.4.4 Eaux d'extinction d'un incendie

L'évacuation des eaux d'extinction d'un incendie ne se fera qu'après un contrôle de leur qualité.

Ce contrôle portera au minimum sur les paramètres suivants :

- pH,
- température,
- Hydrocarbures totaux,
- MEST,
- DCO.

D'autres paramètres pourront être demandés par l'Inspecteur des Installations Classées.

L'évacuation des eaux se fera, selon les résultats d'analyses obtenus :

- soit vers le milieu naturel, via le séparateur/décanteur d'hydrocarbures,
- soit vers le réseau public d'assainissement ; dans ce cas un accord des gestionnaires du réseau et de la station d'épuration intercommunale concernée, devra avoir été obtenu préalablement,
- soit comme des déchets dans les conditions prévues aux articles 8 et 12 du présent arrêté.

ARTICLE 10 - BRUIT ET VIBRATIONS

10.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les règles techniques annexés à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

10.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Les niveaux limites de bruit ne devront pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée.

.../...

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR ALLANT DE 7h00 à 22h00 SAUF DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS	PÉRIODE DE NUIT ALLANT DE 22h00 à 7h00 AINSI QUE DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS
NIVEAU SONORE LIMITE ADMISSIBLE		
Point 1	66 dB(A)	59 dB(A)
Point 2	66 dB(A)	59 dB(A)
Point 3	53 dB(A)	44 dB(A)
Point 4	68 dB(A)	44 dB(A)

La localisation des points 1, 2, 3, 4 est définie sur les plans annexés au présent arrêté.

10.3 - EMERGENCE

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR ALLANT DE 7h00 à 22h00 SAUF DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS	PÉRIODE DE NUIT ALLANT DE 22h00 à 7h00 AINSI QUE DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS
EMERGENCE		
Point 1	5 dB(A)	3 dB(A)
Point 2	5 dB(A)	3 dB(A)
Point 3	5 dB(A)	4 dB(A)
Point 4	5 dB(A)	4 dB(A)

10.4 - VÉHICULES - ENGINS DE CHANTIER - APPAREILS DE COMMUNICATION

Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui pourront être utilisés à l'intérieur de l'installation devront respecter la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier devront être conformes à un type homologué).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, sera interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou accidents.

B - CONTRÔLE DES REJETS

ARTICLE 11 - AIR - INSTALLATION DE COMBUSTION (CHAUFFERIE)

11.1 - MESURE PÉRIODIQUE DE LA POLLUTION REJETÉE

L'exploitant fera effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le Ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 devront être respectées.

Le premier contrôle sera effectué six mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Les mesures seront effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Des contrôles supplémentaires pourront être demandés par l'Inspecteur des Installations Classées.

11.2 - ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

11.3 - EQUIPEMENT DES INSTALLATIONS

L'installation et les appareils de combustion qui la composent devront être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

11.4 - LIVRET DE CHAUFFERIE

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien de l'installation de combustion seront portés sur le livret de chaufferie.

ARTICLE 12 - DÉCHETS

12.1 - DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985, relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

12.2 - DÉCHETS D'EMBALLAGE

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, un registre mentionnant les renseignements suivants :

- dates de cession des déchets d'emballages à une installation agréée,
- nature et quantité correspondantes,
- identité de l'entreprise,
- termes du contrat et modalités d'élimination.

12.3 - BILANS

L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel, pour chaque grande catégorie de déchets seront portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,

...

- leur destination et le mode d'élimination prévu.

Ce registre devra être maintenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 13 - EAU

13.1 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Le plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, régulièrement mis à jour, sera tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

13.2 - CONTRÔLES INOPINÉS

L'Inspecteur des Installations Classées et le service chargé de la police des eaux (respectivement la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement) pourront procéder de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets ou bassins et à leur analyse par un laboratoire agréé à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 14 - BRUIT

L'exploitant fera réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de l'établissement. Cette mesure sera effectuée aux emplacements mentionnés à l'article 10.2.

C - TRANSMISSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 15 -

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées, le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau, au service chargé de la police des eaux (respectivement à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement).

D - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement sera assurée soit par un gardiennage soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

ARTICLE 17 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGERS

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Ces risques seront signalés.

ARTICLE 18 - CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'INSTALLATION

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes seront retenues :

18.1 - IMPLANTATION - Isolement par rapport aux tiers

18.1.1 Bâtiment - Entrepôt

a - La hauteur sous ferme de l'entrepôt sera de 9,5 mètres.

L'entrepôt sera implanté à une distance d'au moins 30 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public, des immeubles de grande hauteur, des voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules/jour, des voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion. Si l'entrepôt ne contient aucun produit, objet ou matériel présentant des risques d'explosion, la distance par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public pourra être réduite à 10 mètres.

A défaut, l'entrepôt devra être isolé des immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public par un mur coupe-feu de degré 4 heures, dépassant la toiture d'au moins 1 mètre.

b - Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, devra permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

18.1.2 Installation de combustion (chaufferie)

Les appareils de combustion seront implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Ils seront suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils devra satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou à défaut les appareils eux mêmes) :

a - 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,

b - 10 m des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation devra respecter les dispositions de l'article 18.3.2. - 3ème alinéa.

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières) devront être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Interdiction d'activités au-dessus des installations

Les installations ne devront pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception des locaux techniques. Elles ne devront pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

18.1.3 Atelier de charges d'accumulateurs

L'atelier sera situé dans l'entrepôt et ne sera pas surmonté d'étage.

18.2 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site devra être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, ...).

18.3- RÈGLES DE CONSTRUCTION

18.3.1 Bâtiment - Entrepôt

a - Le bâtiment, d'une surface de 26 320 m² (121,4 m x 216,8 m), établi sur 2 niveaux, comprendra :

au rez de chaussée : l'entrepôt divisé en 4 cellules avec :

- la cellule 1 d'une superficie de 7 253 m²,
- la cellule 2 d'une superficie de 5 414 m²,
- la cellule 3 d'une superficie de 5 776 m²,
- la cellule quai-expédition d'une superficie de 6 070 m²,
- le local chargeurs chariots,
- les locaux sanitaires et sociaux,
- le local commandes-conditionnement,
- le local accueil emportés,
- les locaux techniques (chaufferie, transfo, TGBT, sprinkleur),
- le local P.C. sécurité,

à l'étage :

- les bureaux,
- les sanitaires,
- les vestiaires Hommes et vestiaires Femmes,
- les locaux pour formation,
- le local pause,
- le fumoir,
- le dégagement.

- b - Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu), couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare-flamme, ...) adaptées aux risques encourus.

En particulier, le bâtiment sera construit en charpente béton (poutres, poteaux et murs de soutènement) ou en charpente lamellés-collés pour les pannes.

- c - La stabilité au feu de la structure sera d'une demi-heure, la stabilité au feu des structures porteuses des planchers sera de 2 heures au moins sur toute leur hauteur, portée à 4 heures en limite de la surface de vente voisine, du P.C. sécurité et des sanitaires et vestiaires (secteurs des cantons 9, 16 et 17). Les planchers seront coupe-feu de degré 1 heure, les portes d'intercommunication seront coupe-feu de degré 1 heure.

- d - La toiture sera réalisée avec des éléments incombustibles et ne comportera pas d'ouverture sur une distance de 8 mètres comptée à partir de la surface de vente DECATHLON voisine.

La toiture comportera au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers, fusibles sous l'effet de la chaleur). Seront obligatoirement intégrés dans ces éléments ; des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle ne sera jamais inférieure à 0,5% de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur devra être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'ensemble de ces éléments sera localisé en dehors de la zone de 8 mètres sans ouverture visée ci-dessus, et en dehors de la zone de 4 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules, définie ci-après.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

- e - Dans les zones où seront entreposés des liquides dangereux ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, le sol sera étanche et aménagé de façon à éviter tout écoulement direct vers le milieu naturel ou un réseau public d'assainissement.
- f - Les 4 cellules seront directement surmontées par la toiture et ne seront pas surmontées d'autres niveaux.

Les 4 cellules seront isolées par des parois coupe-feu de degré 2 heures. Les portes séparant les cellules seront coupe-feu de degré 1 heure et munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Tout autre moyen d'isolement sera admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

- g - Compte tenu de la dimension des cellules, les conditions suivantes seront respectées simultanément :
 - des moyens de lutte contre l'incendie particuliers seront installés : extinction automatique appropriée ou robinets d'incendie armés situés sur des faces accessibles opposées répondant aux dispositions de l'article 18.4.2,

- la diffusion latérale des gaz chauds sera rendue impossible, par exemple, par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage.

La couverture ne comportera pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

- h - Un local spécifique pour le stockage de cartouches de chasse devra être édifié et devra avoir les caractéristiques suivantes :
 - murs coupe-feu de degré 2 heures,
 - toiture légère incombustible,
 - s'il existe une communication entre ce local et le hall de stockage, il sera créé un sas coupe-feu de degré 1 heure composé de 2 blocs-portes munis de ferme-portes.
- i - Les ateliers d'entretien du matériel seront isolés par une paroi coupe-feu de degré 2 heures. Les portes d'intercommunication seront pare-flamme de degré 1 heure et seront munies d'un ferme-porte.
- j - Le poste ou aire d'emballage sera soit installé dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.
- k - Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées seront prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront munies de ferme-portes et s'ouvriront par une manoeuvre simple dans le sens de la sortie, sans diminuer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, et considérés comme issues de secours seront encloisonnés par des parois coupe-feu de degré une heure et construits en matériaux incombustibles. Ils devront déboucher directement à l'air libre ou à proximité, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu. Les portes intérieures donnant sur ces escaliers seront pare-flamme de degré une demi-heure et munies de ferme-porte.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, seront repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

18.3.2 Installation de combustion (chaufferie)

L'installation de combustion sera située dans un local exclusivement réservé à cet effet. Ce local devra présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles),
- stabilité au feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible.

Le local devra être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelles seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage devra être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion seront conçus de manière à limiter les effets de l'explosion (événements, parois légères, ...).

De plus, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis à vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues à l'article 18.1.2 ne peuvent être respectées :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
- communication avec l'entrepôt : sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte ou portes coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1 heure.

L'installation devra être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle sera desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Des aires de stationnement devront être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible.

Un espace suffisant devra être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

18.3.3 Atelier de charges d'accumulateurs

L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, les parois seront coupe-feu de degré 2 heures, les portes de communication seront coupe-feu de degré 1 heure, elles s'ouvriront en dehors et seront normalement fermées.

Il sera couvert d'une toiture légère incombustible.

18.3.4 Local P.C. sécurité

Le local P.C. sécurité sera conçu de façon à ce que lors d'un accident, le personnel et les services d'incendie et de secours puissent prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

18.3.5 Risque sismique

Le bâtiment appartient à la catégorie dite "à risque normal" telle que définie par le décret n° 91-461 relatif à la prévention du risque sismique.

Les règles de construction parasismique applicables sont celles du DTU 1969, révisées en 1982.

18.4 - Règles d'aménagement - Equipements

18.4.1 Dispositions générales

Accès, voies et aires de circulation : à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre).

Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie ou d'une explosion.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde, ...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés,
- d'extincteurs répartie judicieusement à l'intérieur des locaux,

.../...

- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel,
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) seront bien repérés et facilement accessibles.

18.4.2 Equipements bâtiment - entrepôt

Moyens de manutention

Les moyens de manutention fixes seront conçus pour en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Les chariots sans conducteur seront équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anticollision. Leur vitesse sera adaptée aux risques encourus (plus lente, par exemple, dans les zones où sont entreposés des conteneurs souples).

Mise à la terre des équipements

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art; elle sera distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre sera conforme aux normes en vigueur.

Alimentation électrique

A proximité d'au moins une issue sera installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique seront situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré 2 heures et largement ventilés.

Eclairage

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou seront protégés contre les chocs.

Ils seront en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

Ventilation

Tout dispositif de ventilation mécanique sera conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Les conduits de ventilation seront munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules.

Une ventilation individualisée sera prévue pour la zone de recharge des batteries des chariots automoteurs. Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries seront très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respecteront les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

Chauffage des locaux

A l'extérieur de la chaufferie, seront installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible,
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes ne pourra être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud seront entièrement réalisées en matériaux incombustibles. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne seront garnies que de calorifuges incombustibles.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

Chauffage des postes de conduite

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présenteront les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour locaux dans lesquels ils circuleront.

Détection incendie

La détection automatique est obligatoire dans les cellules contenant des produits dangereux.

Le type de détecteur sera déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. Il sera conforme aux normes en vigueur.

Les alarmes seront centralisées pour l'exploitation immédiate des informations, lorsque l'ampleur des risques le justifie.

Extinction

Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur comporteront :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles,
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils seront protégés du gel,

- une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée lorsque les conditions d'entreposage présentent des risques particuliers liés à la nature des produits entreposés, au mode de stockage, etc... Si la hauteur d'entreposage dépasse 8 mètres, l'installation d'extinction automatique comportera des réseaux intermédiaires.

Toutefois, en raison des caractéristiques des produits stockés, l'eau est remplacée par d'autres agents extincteurs adaptés, tels que mousse, CO², halons, etc. sous la responsabilité de l'exploitant.

Adduction d'eau

L'exploitant disposera d'un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.

Ce réseau ainsi que la réserve d'eau de l'établissement seront capables de fournir, y compris en période de gel :

- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique et les robinets d'incendie armés,
- le débit nécessaire pour alimenter, à raison de 6+0 m³/heure chacun, un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie.

Les installations seront aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompier.

En particulier, la défense extérieure contre l'incendie sera assurée par :

- 2 P.I.N. (Poteaux d'Incendie Normalisés) de diamètre 100 mm, assurant un débit de 120 m³/heure, installés sur la voirie de desserte au voisinage de l'entrepôt,
- 6 P.I.N. (Poteaux d'Incendie Normalisés) implantés sur le domaine privé ; il seront alimentés par une moto-pompe diesel de 720 m³/heure sous 70 mm CE à partir d'une bache de 1 200 m³ de capacité totale assurant le débit de 5 poteaux 120 m³/h en utilisation simultanée. Le moteur de cette pompe disposera d'un démarrage instantané, le carter étant équipé de résistances incorporées en tension permanente. Le démarrage du moteur devra s'effectuer également en cas de baisse brutale de la pression dans le réseau.

En cas de défaillance de la pompe, la b che à eau de 1 200 m³ sera accessible directement par 4 canalisations de diamètre 110 mm raccordés à 4 raccords symétriques de diamètre identiques intégrés directement en pied de façade.

18.4.3 Equipements installation de combustion (chaufferie)

Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux devront être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation devra assurer un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Installations  lectriques

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur devront permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation.

Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) devront être mis à la terre conformément aux réglementations et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Issues

Les installations devront être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues devra offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes devront s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvr es de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues sera balisé.

Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible devront être conçus et seront réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations seront en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion sera aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, devra être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif devra être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il sera parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comportera une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide devra équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Les organes de sectionnement à distance seront soit manoeuvrables manuellement soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes devra être signalée au personnel d'exploitation.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Si cette opération est réalisée au moyen d'un obturateur à guillotine monté à demeure, un dispositif devra interdire dans toutes les circonstances sa manoeuvre sous pression.

Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion seront équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comporteront un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement devra entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Détection de gaz - Détection incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, devra être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif devra couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manœuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de détection d'incendie devra équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs sera déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation sera repérée sur un plan. Ils seront contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles seront consignés par écrit.

Moyen de lutte contre l'incendie

L'installation devra être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci seront au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre sera déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion avec un maximum exigible de quatre lorsque la puissance de l'installation est inférieure à 10 MW et de six dans le cas contraire.

Ces moyens pourront être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils seront accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés,

- une réserve d'au moins 0,1 m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles (hormis pour les installations n'utilisant qu'un combustible gazeux).

Ces moyens pourront être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un, implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site.
- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques dont le déclenchement devra interrompre automatiquement l'alimentation en combustible...

Ces matériels devront être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation concernées par un risque "atmosphères explosives", les installations électriques devront être réduites à ce qui sera strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles devront être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se former en fonctionnement normal ou, si elle se produit, elle ne pourra subsister que pendant une courte durée, les installations électriques pourront être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Lorsque le risque provient de la présence de poussières explosives ou pouvant être à l'origine d'une atmosphère explosive, le matériel électrique sera conçu ou installé pour s'opposer à leur pénétration afin d'éviter tout risque d'inflammation ou d'explosion.

Les canalisations ne devront pas être une cause possible d'inflammation et devront être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

18.4.4 Equipements atelier de charge d'accumulateurs

Ventilation

L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.

La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

L'atelier ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il sera interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

Chauffage

Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

Eclairage

L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il sera interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

Equipement électrique

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion sera conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche aux gaz, appareillages à contacts baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

Moyens de secours

L'atelier sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés : seaux de sable, extincteurs spéciaux pour feux d'origine électrique (à l'exclusion d'extincteurs à mousse).

18.5 - RÈGLES D'EXPLOITATION ET CONSIGNES

18.5.1 Dispositions générales

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications devront être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires seront clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tiendra à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles seront interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer sur le site par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...).

L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- Les installations présentant le plus de risques telles que l'installation de combustion, l'atelier de charge d'accumulateurs..., auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien.
- Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'Intervention des secours extérieurs établi conjointement avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

18.5.2 Bâtiment - entrepôt

Stockage

Le stockage sera effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac seront séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc) formeront des blocs limités de la façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 250 à 1 000 m² suivant la nature des marchandises entreposés,

- hauteur maximale de stockage : 8 mètres,
- espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre,
- espaces entre deux blocs : 1 mètre,
- chaque ensemble de quatre blocs sera séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres,
- un espace minimal de 0,90 m sera maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance sera à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, dans le cas d'un stockage par palletier, ces conditions ne seront pas applicables.

On évitera autant que possible les stockages formant "cheminée". Lorsque cette technique ne peut être évitée, il sera prévu des mesures spécifiques de lutte contre l'incendie.

Stationnement

Tout stationnement de véhicules sera interdit sur les voies prévues à l'article 18.1.1. b.

Le stationnement des véhicules ne sera autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdira le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 18.3.1.k.

Lors de la fermeture de l'entrepôt, les chariots de manutention seront remis soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Entretien général

Les locaux et matériels seront régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc., seront regroupés hors des allées de circulation.

Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention seront entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles seront effectués dans un local spécial. La charge des accumulateurs sera effectuée dans les conditions prévues aux articles 18.4.2 et 18.4.4.

Matériels de détection et de lutte contre l'incendie

Tous les matériels de sécurité et de secours seront régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

Prévention des incendies et des explosions

Sauf, le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage, il sera interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes seront prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux,
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières,
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

Consignes d'incendie

Des consignes préciseront la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles seront rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comporteront notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes seront affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

18.5.3 Installation de combustion (Chaudière)

Surveillance de l'exploitation

L'exploitation devra se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne devront pas avoir l'accès libre aux installations nonobstant les dispositions prises en application de l'article 18.3.2.

Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages devront porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Propreté

Les locaux devront être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion.

Le matériel de nettoyage devra être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Registre entrée/sortie

L'exploitant tiendra à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel sera annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion sera limitée aux nécessités de l'exploitation.

Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques devront être entretenues en bon état et devront être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Entretien

L'exploitant devra veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité.

Ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit.

Conduite des installations

Les installations devront être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifiera périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assurera de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente sera admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consignera par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures préciseront la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci devra être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique sera alors interdite. Le réarmement ne pourra se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Interdiction des feux

En dehors des appareils de combustion, il sera interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction devra être affichée en caractères apparents.

"Permis de travail" et/ou "permis de feu"

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le “permis de travail” et éventuellement le “permis de feu” et la consigne particulière devront être établis et visés par l’exploitant ou par la personne qu’il aura nommément désignée. Lorsque les travaux seront effectués par une entreprise extérieure, le “permis de travail” et éventuellement le “permis de feu” et la consigne particulière relative à la sécurité de l’installation, devront être cosignés par l’exploitant et l’entreprise extérieure ou les personnes qu’ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l’activité, une vérification des installations devra être effectuée par l’exploitant ou son représentant.

Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d’application des dispositions relatives à l’installation de combustion devront être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes devront notamment indiquer :

- l’interdiction d’apporter du feu prévue précédemment,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues dans le présent arrêté,
- les conditions de délivrance des “permis de travail” et des “permis de feu” visés précédemment,
- les moyens d’extinction à utiliser en cas d’incendie,
- la conduite à tenir pour procéder à l’arrêt d’urgence et à la mise en sécurité de l’installation,
- la procédure d’alerte avec les numéros de téléphone du responsable d’intervention de l’établissement, des services d’incendie et de secours, etc.

Consignes d’exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) devront faire l’objet des consignes d’exploitation écrites. Ces consignes prévoiront notamment :

- les modes opératoires,

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation seront portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles seront régulièrement mises à jour.

18.5.4. Atelier de charge d'accumulateurs

Il sera interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

ARTICLE 19 - PLAN D'INTERVENTION

L'exploitant établira un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie, en liaison avec les Services d'Incendie et de Secours.

Ce plan d'intervention devra préciser notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de Secours...

Le personnel sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et sera soumis à des exercices périodiques (tous les 6 mois) mettant en oeuvre les consignes de sécurité.

Dans le trimestre qui suivra l'ouverture de l'entrepôt, l'exploitant se rapprochera des Services Départementaux d'Incendie et de Secours afin d'organiser un exercice de défense contre l'incendie.

TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 20.1

La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 20.2

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 20.3

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du Haut-Rhin dans le mois qui précède cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 20.4

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 20.5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 20.6

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie, etc...).

Article 20.7

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de WITTENHEIM pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de WITTENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le - 2 MARS 1990

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : J.C. EHRMANN

Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :



[Signature]
Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



